

# La venue de Marguerite Stern, féministe engagée contre l'idéologie transgenre, annulée à Nantes après des menaces

Par [Laurène Trillard](#)

Publié le 04/04/2023 à 12:13 ,

Mis à jour le 04/04/2023 à 13:01

 Copier le lien



Depuis qu'elle s'est opposée publiquement à l'idéologie trans en 2020, la militante féministe Marguerite Stern subit des menaces et du harcèlement. *Collection personnelle*

**L'ancienne femem devait intervenir lors d'un colloque, organisé le 15 avril par le Comité Laïcité République Pays de la Loire, pour parler de l'état du féminisme après #MeToo. Face aux menaces et pressions de ses détracteurs, les organisateurs ont préféré annuler sa participation.**

*Le Figaro Nantes*

«*Je trouve ça lâche*» : ce mardi matin, un sentiment de colère anime l'ancienne femme Marguerite Stern. Elle vient d'apprendre l'annulation de sa conférence organisée le 15 avril, à Nantes, au château des Ducs de Bretagne, intitulée «*Cinq ans après #MeToo , où en est le féminisme ?*». «*Je me sens empêchée dans ma liberté d'expression. C'est une forme de totalitarisme, de censure. C'est grave*», a réagi auprès du *Figaro* la féministe. Celle qui dénonce depuis trois ans les dangers de l'idéologie transgenre avait affronté ce week-end une levée de boucliers avant même d'avoir annoncé personnellement sa venue. Un «Appel à la contre-manifestation contre la transphobe Marguerite Stern» avait été lancé.

«*On ne peut pas prendre de risques pour quelque chose qui nous dépasse*», a commenté Babacar Lame, proutident du Comité Laïcité République Pays de la Loire, qui lui a envoyé un message en milieu de matinée pour la prévenir. «*On n'a pas les moyens de lutter. On engage autre chose que nous : l'image du château*», ajoute celui qui se dit «*déçu*» et qui va chercher un autre intervenant pour la remplacer. Depuis l'annonce de la participation de Marguerite Stern à ce colloque annuel, les opposants avaient menacé de s'y rendre avec «*des œufs pourris, une batte de baseball...*». L'affiche du colloque a même été pastichée avec un couteau, poussant Babacar Lame à porter plainte.

Confrontée à des menaces et du harcèlement depuis qu'elle lutte contre l'idéologie transgenre, la trentenaire à l'origine du mouvement des collages contre les féminicides et habituée des controverses, avait commencé sa semaine avec lassitude. Lundi, c'est une femme fatiguée et «*blasée*» qui avait accepté de nous répondre à l'occasion d'une nouvelle polémique à laquelle elle était confrontée.

«*J'ai un peu honte que l'attention soit sur moi. Je viens surtout dans le cadre d'une conférence de soutien aux femmes afghanes*», confiait la militante. Initialement, l'événement devait se tenir le 11 mars avec une autre invitée, avant d'être reporté en raison des grèves. «*Sabine Prokhoris n'était plus disponible, donc j'ai contacté Marguerite Stern pour la suppléer*», rapportait Babacar Lame, le proutident de la structure régionale créée en 2015 qui touche des aides financières de la ville de Nantes : dans ce contexte, le logo de la ville avait été apposé sur l'affiche promotionnelle de l'événement.

## La mairie n'est «pas partenaire de cette conférence»

«Si la ville de Nantes accorde une subvention annuelle de fonctionnement à cette association, elle n'est pas partenaire de cette conférence et n'a pas été associée à son organisation», avait alors réagi sur Twitter Mahaut Bertu, adjointe à la maire de Nantes en charge notamment de la lutte contre les discriminations. Contactée, celle-ci, par l'intermédiaire du service communication de la mairie, avait redirigé *Le Figaro* vers son message publié sur les réseaux. «Ce choix n'est pas neutre alors même qu'elle est en procès pour transphobie contre SOS Homophobie, association connue et reconnue», avait poursuivi sur Twitter l'élue, qui - à titre personnel - précise quelle ne partagera «jamais les positionnements politiques (car oui c'est politique) qui réduisent les femmes à des "femelles", à un utérus, à un appareil reproducteur.»

Le 21 mars, les associations LGBTQ+, STOP homophobie, Mousse, l'Inter LGBTQ et Famille LGBTQ+, ont porté plainte contre Marguerite Stern et sa collègue Dora Moutot pour «injures et provocations publiques à la haine ou à la violence» contre les personnes transgenres. En ligne de mire : certains passages de leur «Manifeste Femelliste» qui signale qu'être une femme est une réalité biologique.

«La présomption d'innocence, les gens, c'est quand ça les arrange. Il faut se calmer. En France, tout le monde peut porter plainte pour n'importe quoi. Si je devais porter plainte à chaque fois que je reçois un message malveillant...», avait répliqué Marguerite Stern, qui rappelle qu'elle ne vise pas les personnes trans mais l'idéologie. «Liberté d'expression, liberté de conscience, liberté de pensée, liberté d'opinion», avait fait valoir de son côté Babacar Lame, parlant d'un «déchaînement de violences absolument monstrueux».



## Ce ne sont pas 15 zinzins d'extrême gauche qui vont me faire peur

Marguerite Stern, ancienne femem qui combat l'idéologie transgenre

Ce lundi, il n'était pourtant pas question d'annuler quoi que ce soit. «Hors de question que je me résolve à juste fermer ma bouche», avait fait savoir Marguerite Stern. «Ce ne sont pas 15 zinzins d'extrême gauche qui vont me faire peur». Le proutident du Comité Laïcité République Pays de la Loire, sur la même ligne, avait quant à lui indiqué qu'il allait demander une protection particulière pour le jour J : «la puissance

*publique est là pour protéger la démocratie»,* détaillait celui pour qui «*les activistes mettent la pression sur la ville de Nantes*». Ce mardi, il reconnaît que c'est «*céder aux pressions*».

Les prises de position de l'élue municipale Mahaut Bertu avaient également provoqué des commentaires virulents ces derniers jours. Julie Laernoës, député(e) écolo-Nupes de Loire-Atlantique, avait ainsi tenu à apporter son soutien à cette dernière, «*victime de harcèlement*». «*Soutien plein et entier à Mahaut Bertu*», avait défendu le premier adjoint à la ville de Nantes. «*C'est intolérable, même si ça devient fréquent, que des militants diabolisent systématiquement l'expression de points de vue contradictoires le tout suivi de raids numériques accompagnés de proclamations identitaires exclusives*», avait commenté Bassem Asseh. Le député LFI-Nupes Andy Kerbrat était allé dans le même sens, tout en qualifiant Marguerite Stern de TERF (*trans exclusionary radical feminist*). Ce qui a fait bondir l'interpellée. «*C'est la troisième fois qu'un élu utilise le terme TERF pour désigner les féministes qui s'opposent au transgenrisme. Ce terme n'est pas neutre. Hier il était tagué dans les rues de Paris accompagné d'appels au meurtre. Aujourd'hui dans la bouche d'un député*», lui avait-elle répondu sur Twitter.

---

## La rédaction vous conseille

- **«Intrusion idéologique intolérable» : à Nantes, un spectacle sur le genre proposé aux écoliers critiqué par Civitas**
- **«Vous brûlerez comme vos camions» : à Nantes, une banderole ciblant les forces de l'ordre sème la discorde**
- **Nantes : le stationnement payant bientôt contrôlé par des voitures «radars» équipées de caméras**

## Sujets

Féminisme

transgenre

## À lire aussi

**Près de Nantes, alerte au sujet d'un individu en camionnette qui rôderait aux abords des écoles et collèges**

## **Retraites : barricade enflammée, ponts occupés... Une nouvelle opération « ville morte » à Nantes**







